

Moda DIENG
***L'Afrique du Sud entre
émergence et responsabilité***
(Les Presses de l'université de
Montréal, 2017, 190 p., 27 €)



185

L'ouvrage de Moda Dieng, professeur à l'université Saint Paul d'Ottawa, interroge la manière dont l'Afrique du Sud, qui a connu une longue période d'apartheid consacrant ce pays comme paria de la communauté internationale, aborde, depuis l'avènement de la démocratie, les questions de paix et de guerre et comment elle entend y apporter sa contribution.

Résolument dédié à l'introspection et à l'analyse de la politique étrangère de l'Afrique du Sud, ce livre, qui poursuit en quelques sorte le travail

effectué par un contributeur régulier à cette revue, P-P. Dika, entend étudier les moyens déployés par ce pays pour s'impliquer dans la résolution pacifique des conflits, tant dans ses dimensions morales que pratiques, laissant d'ailleurs affleurer certaines contradictions ou dilemmes que l'auteur synthétise dans son sous-titre, lui-même inscrit dans une dichotomie plus large, celle du choix délicat entre réalisme et valeurs.

Pour ce faire, après un premier chapitre, présentant une typologie des conflits en Afrique, qui est fort

bien documentée et intéressante, notamment le tableau consacré aux coups d'États, Moda Dieng propose de structurer sa réflexion en six chapitres consacrés à la politique étrangère sud-africaine dans ses dimensions, régionales, continentales et internationales.

Il est ainsi loisible de comprendre comment ce pays a progressivement gagné en influence dans plusieurs organisations internationales africaines au point de devenir un moteur de changement au sein de l'Union africaine (qu'elle rejoint en 2002), mais aussi de la SADC. Son statut de puissance économique, d'une part, et militaire, d'autre part, doublé d'une expertise non négligeable en matière de sortie pacifiée de conflit, lui confère une compétence morale respectée et respectable, même si tout n'est pas maîtrisé, loin s'en faut.

Ainsi, si son implication dans les conflits au Burundi (Accords d'Arusha en 1999), en Côte d'Ivoire (Accords de Pretoria en 2005) et en RDC (Accords de Lusaka en 2009) témoigne d'une volonté politique affirmée avec N. Mandela et dans une moindre mesure avec T. Mbeki, il convient de relativiser son soutien presque indéfectible à Mugabe (président du Zimbabwe) jusqu'à une période très récente, ce qui n'a pas été sans poser nombre de questions.

Incontestablement, la renaissance africaine portée par T. Mbeki a structuré la politique étrangère sud-africaine dans toutes ses initiatives au point de susciter l'hostilité d'autres pays africains craignant le retour d'une forme de sous-impérialisme, que l'auteur documente de belle manière. Doublé du projet économique continental,

le NEPAD, porté aussi par l'Afrique du Sud, ce pays se retrouve dans une position d'influence certaine à un moment où les tensions ou incapacités d'action des autres pays lui laissent le champ libre. Fluctuant entre multilatéralisme et pragmatisme (c'est-à-dire défense de ses intérêts économiques), l'Afrique du Sud a su créer les conditions d'une présence continentale précieuse, s'imposant dans plusieurs opérations de maintien de la paix qui, ont, au final, surtout révélé les faiblesses de l'armée sud-africaine (ressources limitées et prévalence importante des soldats au Sida).

Cette politique de puissance a eu comme conséquence de générer des tensions avec les concurrents internes (Nigéria), mais aussi externes (France) selon les terrains sur lesquels entendait se déployer l'Afrique du Sud. Cette concurrence/compétition a permis de contourner ou résorber certains obstacles, tout en relativisant les frontières linguistiques comme espaces étanche d'influence (le cas de la Côte d'Ivoire, clairement traité ici, en offre un bel exemple).

Le dernier chapitre se propose de souligner les lignes forces de cette politique étrangère partagée entre une forme de *realpolitik* finalement connue de tous les États et un engagement constructif (terme repris du lexique américain pendant l'apartheid) que l'Afrique du Sud expérimente au mieux de ses intérêts, laissant entrevoir une politique oscillatoire, dépendant pour beaucoup du charisme du président de la République, ce qui expliquerait sa faiblesse actuelle, au regard de la présidence incarnée par J. Zuma. On pourra regretter que les relations

NOTES DE LECTURE

tendues avec la CPI en 2015 et 2016 n'aient pas fait l'objet de discussions plus avancées, tout comme la bibliographie qui semble un peu datée.

Au final, l'auteur partage l'idée que si l'Afrique du Sud est un acteur continental incontournable, notamment en termes de résolution pacifique

des conflits, il ne peut se passer d'une intervention internationale placée sous l'égide de l'ONU, seule de nature à apaiser les tensions de manière durable. Le rêve d'une force africaine de paix est donc encore à consolider.

RAPHAËL PORTEILLA